

Se défaire de la pieuvre Rosatom...

Qui peut se passer de Rosatom, la pieuvre mondiale du nucléaire ? Aucun des trente-deux pays qui disposent d'un des 439 réacteurs nucléaires en service dans le monde. Tous ont besoin du géant russe et de sa maîtrise complète du cycle de l'uranium.

Les Européens importent pour 200 millions d'euros d'uranium de Russie chaque année. Même les États-Unis ont, en 2021, importé de Russie 28 % de l'uranium enrichi consommé par leur parc, le plus grand au monde.

C'est pour cela que le nucléaire est le grand oublié des sanctions contre la Russie, malgré les appels répétés du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

La Commission européenne, encouragée par les pays Baltes, l'Allemagne, la Pologne, la Finlande et une résolution des eurodéputés, était partante pour inclure Rosatom et ses responsables dans son dixième paquet de sanctions, fin février. Mais elle a abandonné l'idée. La Hongrie de Viktor Orbán, qui carbure au nucléaire russe, a brandi son *veto*. Or, l'unanimité des vingt-sept États membres est requise.

Le Royaume-Uni est plus offensif. Le 24 février, le gouvernement conservateur de Rishi Sunak a inscrit sur sa nouvelle liste noire Alexander Novak, vice-Premier ministre russe et membre du conseil de surveillance de Rosatom, qui produit aussi l'armement nucléaire du régime de Vladimir Poutine.

Les États-Unis du président Joe Biden sont également au frein. Ils se sont contentés de blacklister des cadres russes de la centrale occupée de Zaporijia. Mais ils empruntent une autre voie : investir dans des alternatives. Un programme « spécial uranium national », doté de 75 millions de dollars, rassemble déjà les entreprises du nucléaire américain. Et un projet de loi plus ambitieux ajoutant 3,5 milliards est dans les cartons. En janvier, la société ConverDyn a reçu 14 millions pour convertir de l'uranium en combustible pour les quatre-vingt-douze réacteurs américains. Elle va rouvrir l'usine de Metropolis, dans l'Illinois, fermée en 2017... par manque de rentabilité face à la concurrence russe.

Regain de concurrence

Le Royaume-Uni a, lui, adopté, le 4 janvier, un fonds de 80 millions d'euros. Urenco, groupe anglo-germano-néerlandais et l'américain Westinghouse, *via* sa filiale britannique, sont sur les rangs.

En France, Orano vient de lancer la procédure pour accroître de 30 % la capacité d'enrichissement de son usine au Tricastin (Drôme) après y avoir déjà développé sa capacité de conversion, l'étape qui précède l'enrichissement.

De nombreux experts disent qu'il est possible de se passer de l'uranium russe. « **Mais ce sera très long**, estime l'expert américain Edwin Lyman. **L'Ukraine a mis près de dix ans pour passer de Rosatom à Westinghouse. Et ce n'est pas fini... »**

Par ailleurs, l'uranium ne représente qu'un pan des activités de Rosatom, tant le groupe russe a noué des contrats divers à l'étranger. L'énergéticien finlandais Fennovoima, par exemple, a mis fin, en mai, à son projet de centrale Hanhikivi-1, de conception russe. Rosatom, lui, réclame 3 milliards de dédommagement. Le triple de ce que la Russie gagne en un an avec ses exportations d'uranium.

Christelle GUIBERT.